

Monsieur SQUILLACE, rapporteur, donne lecture à l'Assemblée d'une lettre de l'Association Départementale des Maires en date du 4 Février 1986, concernant l'évolution réglementaire des conditions de répartition financière du coût de fonctionnement scolaire entre les communes.

La loi N° 86-29 du 9 Janvier 1986 reporte l'application de l'article 23 de la loi du 22 Juillet 1983 à la rentrée scolaire 1986/1987 pour partie seulement. Ce qui a pour conséquence la nécessité d'ouvrir, au budget primitif de l'exercice 1986, les lignes budgétaires correspondant en dépenses aux frais de fonctionnement des enfants de LUDRES scolarisés dans d'autres communes pour la période du début septembre au 31 Décembre 1986 et en recettes aux frais de fonctionnement des enfants des autres communes scolarisés à LUDRES, pendant la période du début septembre au 31 Décembre 1986.

Cette loi précise que la participation financière est graduelle, à savoir qu'à la rentrée 1986, la participation ne s'élèvera qu'à 20 % du coût de fonctionnement scolaire évalué et fixé par accord entre les Communes (à défaut fixé par le Préfet) et que cette participation passera à 33 % en septembre 1987, à 66 % en septembre 1988 et à 100 % en septembre 1989.

Une enquête menée par l'Association Départementale des Maires en Août-Septembre 1985 auprès de toutes les communes du département a pu déterminer un coût moyen de fonctionnement s'élevant à 2 500 Frs par enfant scolarisé en maternelle et 1 500 Frs par enfant scolarisé en primaire (investissement compris).

Au 6 Janvier 1986, à titre indicatif, le nombre d'élèves domiciliés à LUDRES et scolarisés à l'extérieur s'élève à 51 :

- CHALIGNY	1
- DOMBASLE-sur-MEURTHE	1
- HEILLECOURT	4
- HOUEMONT	1
- LANEUVEVILLE-dt-NANCY	1
- LAXOU	2
- MAXEVILLE	1
- MESSEIN	2
- NANCY	7
- NEUVES-MAISONS	5
- PONT-SAINT-VINCENT	2
- VANDOEUVRE-LES-NANCY	21
- VARANGEVILLE	1
- VILLERS-LES-NANCY	2

Le nombre d'élèves domiciliés à l'extérieur et scolarisés à LUDRES s'élève à 35 :

- BENNEY	1
- CHALIGNY	1
- ESSEY-LES-NANCY	2
- FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	1
- FLEVILLE-dt-NANCY	7
- HEILLECOURT	8
- MESSEIN	4
- NANCY	4
- RICHARDMENIL	2
- TONNOY	1
- VANDOEUVRE-les-NANCY	3
- VITTEL	1

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'approuver le principe de répartition financière du coût de fonctionnement scolaire entre communes,
- d'ouvrir au B.P. 1986 les lignes budgétaires s'y rapportant,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de participation avec les différentes communes concernées sur la base du prix de référence élaboré par l'Association Départementale des Maires.